

---

---

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS  
DE L'ÉTAT

Bureau de l'environnement et  
des espaces naturels

**ARRETE PREFECTORAL**

portant refus de l'autorisation de régularisation d'un incinérateur de déchets  
par le Centre Hospitalier Général de WISSEMBOURG

----

**LE PREFET DE LA REGION ALSACE  
PREFET DU BAS-RHIN**

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et notamment ses articles 10 à 10-3 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 avril 1995 prescrivant des mesures provisoires de fonctionnement du Centre Hospitalier Général de WISSEMBOURG ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1996 portant approbation du plan régional de gestion des déchets autres que les déchets ménagers et assimilés en Alsace ;
- VU les arrêtés préfectoraux portant prolongation du délai pour statuer ;
- VU la demande de régularisation administrative présentée en janvier 1993 par le Centre Hospitalier de WISSEMBOURG pour les activités exercées ;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 1er juin 1993 au 2 juillet 1993 inclus à la mairie de WISSEMBOURG ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 14 février 1994 proposé au conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 1er mars 1994 ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 1er mars 1995 proposé au conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 7 avril 1995 ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 6 octobre 1998 ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 16 novembre 1998 ;

CONSIDERANT que l'activité d'incinération de déchets du Centre Hospitalier Général de WISSEMBOURG est soumise au régime de l'autorisation administrative prévue par la loi du 19 juillet 1976 ;

CONSIDERANT l'ajournement prononcé par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 1er mars 1994 au motif d'insuffisance de l'étude d'impact ;

CONSIDERANT que les analyses complémentaires fournies sur la teneur en polluants des rejets atmosphériques et les conditions d'incinération de l'incinérateur de déchets hospitaliers font apparaître des non-conformités vis-à-vis des textes réglementaires applicables ;

CONSIDERANT que le plan régional de gestion des déchets autres que les déchets ménagers et assimilés en Alsace précise dans son objectif 3 que les incinérateurs non conformes des établissements hospitaliers seront arrêtés ;

APRES communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

### ARRETE

#### Article 1er :

L'autorisation d'exploiter en régularisation une installation d'incinération de déchets, sollicitée par le Centre Hospitalier Général situé 24, route de Weiler à WISSEMBOURG est **refusée**.

#### Article 2 :

L'incinérateur existant devra cesser son fonctionnement dans un délai de six mois après la notification du présent arrêté.

#### Article 3 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de WISSEMBOURG et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

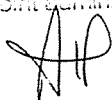
**Article 4 :**

M. le secrétaire général de la préfecture,  
le maire de WISSEMBOURG,  
les inspecteurs des installations classées auprès du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée au Centre Hospitalier de WISSEMBOURG.

Strasbourg, le 22 FEV. 1999

Pour ampliation  
P. le Secrétaire Général,  
L'adjoint administratif,



Anne-Laure HENRICH



LE PREFET  
P. LE PREFET  
Le secrétaire général,



Michel LAFON

Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663  
du 19 juillet 1976 modifiée relative  
aux installations classées pour la  
protection de l'environnement).

La présente décision ne peut être déférée  
qu'au tribunal administratif.

Le délai de recours est de deux mois  
pour le demandeur ou l'exploitant.

Le délai commence à courir du jour  
où la présente décision a été notifiée.